

GRAND CHANTIER DE DÉMOLITION DANS LES SERVICES DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE ET DE L'ENREGISTREMENT

Montreuil, le 19 juillet 2013

Début 2013 : la DGFIP engage en catimini des tests de rapprochement SPF / Enregistrement.

Été 2013 : exit les tests, Bruno BEZARD lance à grand renfort de communication sa Démarche Stratégique, et met à la disposition des directions locales ses « boîtes à outils » !

La CGT Finances Publiques a déniché le panneau du futur chantier :

PERMIS DE DÉMOLIR

| | |
|---|---|
| N° DE PERMIS : | « Une stratégie de confiance » - La démarche Stratégique de la DGFIP (52 pages, 07/2013) |
| DURÉE DES TRAVAUX : | 2013 à 2018 |
| BÉNÉFICIAIRES : | Milieus financiers, Pigeons, les plus aisés... mais pas les agents ! |
| MAÎTRE D'OEUVRE : | DDFIP/DRFIP |
| SURFACE À DÉMOLIR : | 354 SPF, 194 pôles enregistrement et 37 services enregistrement |
| COÛT DES TRAVAUX : | Suppressions d'emploi – dégradation des conditions de travail – diminution des budgets - détérioration des missions et du service public – inéquité fiscale-destruction du maillage territorial. |
| NATURE DES TRAVAUX : | *Fusion de SPF établis sur un même site (p 45) suppressions d'emploi !!! *Pôle enregistrement adossé à un service de publicité foncière (p 45) polyvalence et suppressions d'emploi !!! * Développement de la dématérialisation des paiements, des procédures et des échanges avec les usagers (p 18 à 20, p 30, 31) et télétransmission complète des échanges entre les notaires et les SPF (p 22) suppressions d'emploi !!! * nouveau schéma d'accueil téléphonique (p 21) : (numéro unique, prise de décision par téléphone...) Explosion du nombre des appels !! |
| LE DOSSIER PEUT ÊTRE CONSULTÉ : .. | En exigeant la convocation de CTL et CHSCT dans les DDFIP/DRFIP |
| DROIT DE RECOURS : | La mobilisation des agents pour obtenir l'abandon de la démarche stratégique. |



Face à cette entreprise de démolition, la CGT Finances Publiques exige donc l'ouverture de négociations sur l'ensemble des contentieux revendicatifs figurant dans la plate-forme unitaire DGFIP et la mise en place d'un plan d'urgence pour notre administration.